

Cahier des Clauses Administrative Particulières













■ Mobilier
d'enseignement

pédagogique

et

Marché 2025.00006.00.17.00

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre mixte multi-attributaires de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Mobilier pédagogique et d'enseignement</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>La Rochelle Université 23 avenue Albert Einstein BP 33060 17031 - La Rochelle</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Université de La Rochelle, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 La Rochelle</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 3 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

Sommaire

1. Préambule.....	5
2. Dispositions générales.....	5
2. 1. Représentant de l'acheteur	5
2. 2. Objet et décomposition de l'accord-cadre.....	5
2. 3. Durée et délai de livraison.....	6
2. 4. Accord-cadre	7
2. 4. 1. Type d'accord-cadre	7
2. 4. 2. Dispositions relatives à l'accord-cadre	7
2. 5. Documents contractuels.....	8
2. 6. Assurances	9
2. 7. Intervenants.....	9
2. 7. 1. Sous-traitance.....	9
2. 7. 2. Groupement d'opérateurs économiques.....	10
3. Prix et modalités de paiement	11
3. 1. Caractéristiques des prix de l'accord-cadre.....	11
3. 1. 1. Modalités de fixation des prix	11
3. 1. 2. Contenu du prix	11
3. 1. 3. Variation des prix	12
3. 2. Avance.....	13
3. 3. Retenue de garantie	13
3. 4. Modalités de paiement.....	13
3. 4. 1. Délai de paiement.....	13
3. 4. 2. Facturation	13
4. Modalités d'exécution.....	15
4. 1. Modalités de communication entre les parties	15
4. 2. Exécution des prestations	15
4. 3. Développement durable	16
4. 4. Prestations supplémentaires et modifications	17
4. 5. Propriété intellectuelle	17
4. 5. 1. Régime des droits de propriété intellectuelle	17
5. Constatation de l'exécution, garantie et maintenance	18
5. 1. Admission.....	18
5. 2. Délai de garantie.....	19
6. Clauses diverses.....	21
6. 1. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité	21
7. Défaillance dans l'exécution.....	22

7. 1. Pénalités et primes	22
7. 2. Mesures coercitives.....	23
7. 3. Cas de résiliation	23
7. 4. Litiges et différends	24
8. Dérogations au CCAG.....	26

1. Préambule

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

2. Dispositions générales

2. 1. Représentant de l'acheteur

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

Le surveillant des fournitures :

Nom : Président Gérard Blanchard

Adresse : La Rochelle Université,

23 avenue Albert Einstein,

BP 33060, 17031 La Rochelle

Téléphone : 05 46 45 91 14

2. 2. Objet et décomposition de l'accord-cadre

Objet des fournitures : Mobilier pédagogique et d'enseignement.

Montant estimatif : Le montant estimatif du présent accord-cadre alloti est de 950 000€ HT.

Montant minimum : Le montant minimum du présent accord-cadre alloti est de 100 000€ HT.

Montant maximum : le montant maximum du présent accord-cadre alloti est de 1 000 000€ HT.

Lieu de livraison : Université de La Rochelle, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 La Rochelle

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de montage (3 attributaires)

Le lot 1 est un accord-cadre multi attributaire, 3 attributaires, de fourniture à bon de commande.

Description : voir CCTP.

Lot 2 : Étude de faisabilité, conception d'espaces pédagogiques et de détente avec fourniture de mobiliers et services d'installation (3 attributaires)

Le lot 2 est un accord-cadre multi attributaire, 3 attributaires, de fourniture à marché subséquent.

Description : voir CCTP.

Lot 3 : Fourniture de mobiliers de seconde main avec installation sur demande, étude d'implantation et étude pour le réemploi du mobilier de l'Université (1 attributaire)

Le lot 3 est un accord-cadre mono attributaire de fourniture à bon de commande.

Description : voir CCTP.

Référents du marché

Afin de faciliter l'exécution du marché, le titulaire devra indiquer dans son offre les coordonnées précises du ou des référents financiers, administratifs, commerciaux et techniques de l'entreprise qui assureront le suivi du marché.

Ces référents devront être facilement joignables par l'Université, du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

Au cas où un référent ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire devra en informer La Rochelle Université et s'engage à prendre immédiatement toutes dispositions pour que la bonne exécution de prestations ne soit pas compromise.

Exécution du marché

Les conditions techniques d'exécution des prestations sont détaillées dans le CCTP.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat et de respect des délais d'exécution. Il s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites au présent marché. Il s'engage en outre à informer sans délai l'acheteur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées et à exécuter les prestations dans les délais fixés par le marché.

En cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, La Rochelle Université se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si cette interruption porte atteinte au bon fonctionnement des prestations.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

2. 3. Durée et délai de livraison

Durée et reconductions :

Le présent marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, reconductible 3 fois, pour une durée totale maximale de 4 ans.

Chaque accord-cadre de chaque lot est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa notification, reconductible 3 fois, pour une durée totale maximale de 4 ans.

Chaque accord-cadre de chaque lot est reconductible ou non reconductible indépendamment des autres.

Les accords-cadres sont reconductibles tacitement. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de ces accords-cadres.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire un accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Les titulaires ne peuvent s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Délai de livraison :

Pour les lots 1 et 3 :

La durée de livraison est de 20 jours à compter de la notification du bon de commande.

Les horaires d'ouverture de La Rochelle Université sont du lundi au vendredi de 8h à 17h (hors période de fermeture annuelle).

Si un délai de livraison est énoncé dans un bon de commande, c'est ce dernier qui prime sur le délai de principe de 20 jours à compter de la notification du bon de commande.

Pour le lot 2 :

Les délais de livraison seront fixés au sein de chaque marché subséquent.

Si aucun délai n'est énoncé dans un marché subséquent. Le délai de livraison sera de 30 jours maximum. Le titulaire devra alors fournir une date de livraison à La Rochelle Université sous 30 jours à compter de la date de notification de l'attribution du marché subséquent.

Pour le lot 3 :

En ce qui concerne le mobilier à l'unité des devis, La Rochelle Université utilisera les stocks disponibles chez l'attributaire.

En ce qui concerne la création d'espaces, La Rochelle université attend à ce qu'on lui fasse une ou plusieurs propositions dans un délai raisonnable de 3 semaines après réception par l'attributaire du cahier des charges. Le délai de livraison dépendra du chantier à entreprendre.

En ce qui concerne le réemploi et la transformation du mobilier de La Rochelle Université, un délai de 4 semaines est demandé. Le délai sera cependant étudié et réévalué dans le cas de solutions plus complexes.

Pour chaque bon de commande, les livraisons seront effectuées par l'attributaire et incluses dans les devis proposés, sans en faire mention dans une ligne particulière.

2. 4. Accord-cadre

2. 4. 1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mixte multi-attributaire de fournitures.

2. 4. 2. Dispositions relatives à l'accord-cadre

Pour le lot 2 :

Sur les modalités de mise en concurrence :

L'attribution des différents marchés subséquents, se fera au fil des besoins et projets de l'Université, lors de remises en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions de l'article R.2162-10 du Code de la Commande Publique.

Lors de la survenance des besoins, LRU met en concurrence l'ensemble des titulaires par l'envoi d'un courrier électronique via la plateforme PLACE ou à défaut, sur leurs adresses mail.

Le besoin est clairement exprimé en termes de quantité et de qualité afin que les entreprises puissent proposer des devis portant sur des objets comparables.

LRU décrit également les délais précis d'intervention et d'installations et/ou des périodes d'interventions précises pour ne pas gêner l'activité des services, notamment d'accueil du public (étudiants, personnes extérieures).

Si nécessaire, une visite préalable du lieu d'installation pourra être imposée lors de la mise en concurrence du marché subséquent et avant la transmission de l'offre des titulaires.

A défaut de délais précis d'intervention, de livraison et d'installation énoncés par LRU, un délai de 30 jours à compter de la notification du marché subséquent s'appliquera.

Sur les modalités de présentation des devis et les délais de réponse :

Chaque titulaire de l'accord-cadre est tenu de répondre systématiquement et obligatoirement lors des mises en concurrence par l'envoi de devis détaillé conforme au besoin énoncé dans les marchés subséquents.

Si le titulaire est dans l'incapacité d'honorer certains délais et périodes d'interventions souhaitée par LRU, il doit le préciser dans son devis avec les raisons de cette incapacité et devra préciser son délai d'intervention. A défaut, il s'expose à des pénalités de retard.

L'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti l'expose à des pénalités. De plus, l'absence de réponse à plus de 3 marchés subséquents expose le titulaire à des pénalités et à une résiliation pour faute à ses frais. (voir article 7 du CCAP)

Par principe, le délai de remise des offres mentionné dans le formulaire de mise en concurrence sera de 3 semaines.

Si aucun délai de remise des offres n'est mentionné dans le formulaire de mise en concurrence, Les titulaires disposent d'un délai de 30 jours à compter de la publication sur PLACE ou de la réception du courrier électronique pour formuler leur offre.

LRU se réserve le droit de prolonger ce délai pour les besoins complexes nécessitant par exemple une visite sur site.

La durée de validité des offres sera de 3 mois à compter de la fin du délai de remise des offres.

Sur les critères d'attribution des marchés subséquents :

La pondération des critères d'attribution des marchés subséquents sera :

- soit 60% prix et 40% technique
- soit 55% prix et 45% technique
- soit 50% prix et 50% technique
- soit 45% prix et 55% technique
- soit 40% prix et 60% technique

Toute pondération énoncée dans le formulaire de mise en concurrence ne respectant pas l'une des répartitions prévues ci-dessus pourra être contesté par les titulaires de l'accord-cadre, et pourra être un motif d'annulation du marché subséquent aux torts de LRU.

Sur la base de ces répartitions, les critères d'attribution seront précisés et pondérés dans le formulaire de mise en concurrence.

Par principe la proposition de variantes sera prohibée, sauf exception mentionnée dans le formulaire de mise en concurrence.

La Rochelle Université se réserve le droit d'énoncer des tranches fermes et/ou optionnelles dans les marchés subséquents passés sur cet accord-cadre.

Le marché subséquent est attribué au titulaire classé en première position.

Le marché subséquent est exécuté par l'émission de bon de commande sur la base de l'offre retenue.

Les titulaires seront informés du résultat de la mise en concurrence. S'il le souhaite, le titulaire non retenu pourra demander dans un délai de 7 jours à compter de la notification de la décision de rejet : les motifs de ce rejet, et lorsque l'offre de ce titulaire n'était ni inappropriée, ni irrégulière, ni inacceptable, LRU lui communique en outre les caractéristiques et avantages de l'offre retenue.

2. 5. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)

- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

2. 6. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Attestations :

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

2. 7. Intervenants

2. 7. 1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant :

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire d'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1^{er} du titre IV du Code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable

obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payés directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Conformément aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché et doit réaliser lui-même une partie des prestations objet du contrat. La sous-traitance de l'ensemble des prestations est un motif de résiliation aux torts du titulaire. L'acheteur se réserve le droit, en motivant, d'exiger que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire.

2. 7. 2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

3. Prix et modalités de paiement

3. 1. Caractéristiques des prix de l'accord-cadre

3. 1. 1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre mixte multi-attributaires à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre mixte multi-attributaires est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

3. 1. 2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix comprennent tous les frais afférents à la livraison, l'installation et montage des produits. Ces prestations ne doivent pas faire l'objet d'une ligne spécifique dans la facture, elles doivent être comprises dans le prix des biens.

A la date d'établissement de l'offre, le prix initiaux sont établis sur le bordereau des prix unitaires (BPU) et comprennent :

- les prix de base hors taxe
- le taux de remise
- les prix remisés hors taxe
- les prix remisés TTC
- le taux de remise accordé sur les prix publics officiels

L'entreprise est réputée, lors de la remise de son offre, avoir :

- Pris en compte que le marché s'exécute dans des bâtiments occupés, classés établissement recevant du public (E.R.P)
- Une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations.
- Le cas échéant, questionné l'Université, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, sera à la charge de l'entreprise.

Offre promotionnelle :

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'Université, par écrit, en courrier postal ou électronique, ses

offres promotionnelles correspondant aux produits du marché, leurs conditions et leur durée de validité à partir du moment où ces offres sont inférieures aux prix du catalogue, rabais sur prix unitaires déduits ou aux prix figurant au bordereau des prix unitaires.

3. 1. 3. Variation des prix

Les prix sont fermes.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Prix actualisé = Prix initial du marché * CA

$CA = 0,4375 * i/I + 0,4375 * i/I$

Où

i = indice en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

I = indice en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement

i = indice en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

I = indice en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement

Prix ferme actualisable :

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont fermes pendant 2 ans puis révisibles de façon périodique, une fois par an, à chaque date de l'accord-cadre en fonction de l'évolution du marché et des produits :

- par application d'une formule proposée dans l'offre
- ou à défaut, selon une clause butoir : augmentation d'un maximum de 3% par nouveau tarif.

Mise en place des nouveaux tarifs :

Pour qu'un nouveau tarif puisse s'appliquer, le titulaire doit, 30 jours avant la date de son entrée en vigueur, l'adresser par courriel à l'adresse suivante : **marches-publics@univ-lr.fr**

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître son avis. Passé ce délai, les nouveaux prix deviennent applicables aux bons de commande.

Présentation normalisée des tarifs : après acceptation par l'Université des tarifs, le titulaire est tenu de fournir à l'Université une liste de prix sous un format électronique normalisé.

Important : aucun nouveau tarif ne pourra être applicable sans accord préalable de La Rochelle Université. Les commandes passées avant la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif sont réglées aux prix antérieurs.

Sur la clause butoir :

Si la révision des tarifs a pour effet de majorer de plus de 3% des prix arrêtés l'année précédente, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser cette révision, et en cas de désaccord irréductible de résilier le présent marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

3. 2. Avance

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

3. 3. Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

3. 4. Modalités de paiement

3. 4. 1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

3. 4. 2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : Université de La Rochelle

SIRET : 19170032700015

N° de commande ou d'engagement juridique : saisie obligatoire au format :

- **Pour le lot 1 et 3 : CDE 2025-XXXXX.00.17.00**
- **Pour le lot 2 : ATT 2025-XXXXX.00.17.00**

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le

bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

4. Modalités d'exécution

4. 1. Modalités de communication entre les parties

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché. De même pour la conclusion d'un marché subséquent avant la fin d'exécution du marché, le marché subséquent reste valide après l'exécution du marché.

Transparence :

Pour l'établissement des factures, il est demandé au titulaire la plus grande transparence. Le cas échéant, l'université se réserve le droit de demander au titulaire une justification du tarif appliqué, faute de quoi la demande de facture ne pourra être traitée. Elle sera retournée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas précis, il ne pourra faire valoir aucun intérêt moratoire pour retard de paiement.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

4. 2. Exécution des prestations

Adresse de livraison :

Le présent marché s'exécute auprès des différents services, départements et laboratoires des composantes de l'Université dont la liste (non exhaustive) et les coordonnées seront fournies au(x) titulaire(s).

Cette liste peut être évolutive pendant toute la durée du marché.

Les candidats s'engagent à effectuer les livraisons sur l'ensemble des sites de l'Université dans les mêmes conditions de prix et de délais. Les livraisons auront lieu sans suppléments de prix en autant de points de livraison qu'il sera spécifié sur les bons de commande. Aucun volume ou montant minimum de livraison ne sera imposé par le titulaire.

Chaque livraison sera obligatoirement effectuée selon le lieu défini pour chaque site et modalités définies dans le protocole de sécurité correspondant, tel que mis au point après notification du marché. L'Université se réserve le droit de modifier à tout moment du marché, selon ses besoins, les modalités et lieux de livraison.

Toute livraison effectuée à une adresse différente de celle mentionnée sur le bon de commande ou en dehors des horaires de livraison indiquées sera refusée.

Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

Evolution du catalogue :

A chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire peut proposer une évolution des produits proposés dans BPU à la baisse ou à la hausse, à hauteur de 15%.

4. 3. Développement durable

Clause d'insertion sociale :

Le marché prévoit que les titulaires soient engagés dans l'insertion par l'activité économique des publics éloignés de l'emploi.

Clause sociale :

En application des articles L.2111-1 et L.2112 2 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire veille à la traçabilité sociale de ses chaînes d'approvisionnements, en privilégiant d'une part les prestataires européens respectant les normes sociales européennes, et d'autre part les prestataires hors Union européenne qui respectent les normes sociales fondamentales reconnues par l'Organisation internationale du travail (OIT) : le non travail des enfants, le droit à un salaire décent, la liberté syndicale, ou encore le droit à bénéficier d'un véritable système de protection sociale.

Les titulaires doivent promouvoir l'égalité femmes-hommes. Tout manquement aux dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de lutte contre les discriminations sont susceptibles de dénonciations aux autorités compétentes et de poursuites judiciaires.

Clause environnementale générale :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire doit favoriser les emballages dont les composants intègrent des matériaux rechargeables, issus de matières recyclées et recyclables et éviter les matières plastiques, conformément à la loi Anti Gaspillage Economie Circulaire (AGEC).

4. 4. Prestations supplémentaires et modifications

Prestations supplémentaires éventuelles :

La Rochelle université se réserve le droit de consulter ponctuellement les fournisseurs :

- **Pour l'ensemble des lots :** des prestations d'entretien du mobilier (nettoyage annuel et maintenance) sur demande et sur devis ;
- **Pour le lot 2 :** des prestations de validations de plans d'intention ou d'aide à l'aménagement d'espaces pédagogique. Mais également en cas d'urgence et de pressions calendaires, prévoir la mobilisation de deux équipes d'installation œuvrant en parallèle, pour intervenir sur 2 salles/sites simultanément.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

4. 5. Propriété intellectuelle

4. 5. 1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

5. Constatation de l'exécution, garantie et maintenance

5.1. Admission

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation au CCAG-FCS, ces opérations sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur. Elles font l'objet notamment de la signature et des annotations sur le bordereau de livraison.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative nécessaires à l'admission des marchandises seront effectuées par le service destinataire.

La vérification porte sur le service destinataire.

Vérification quantitative :

Si la quantité n'est pas conforme à la commande, l'Université peut mettre le titulaire en demeure. :

- Soit de reprendre immédiatement, et sans frais pour l'Université, l'excédant si la livraison dépasse la commande ;
- Soit de compléter la livraison dans le cas contraire, dans les délais qui lui seront prescrits, et sans frais à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande.

Vérification qualitative :

- **Vérification d'aptitude** (qualité fonctionnement conformément aux clauses du présent marché). Un contrôle des travaux d'installation, ainsi qu'un contrôle du fonctionnement seront effectués sur site pendant une durée d'une semaine, suite à l'installation du matériel. En cas d'inaptitude, le titulaire est tenu d'assurer la correction des incidents constatés.
- **Vérification de service régulier**, laquelle a pour but de constater que le matériel est capable d'assurer une régularité de service dans les conditions normales d'exploitation. La durée impartie aux opérations de vérification de service régulier est de 15 jours suite à l'installation du matériel. En cas d'inaptitude, le titulaire est tenu d'assurer la correction des incidents constatés.

Important : ce délai de vérification ne prend pas en compte les dates de fermetures de l'établissement.

Si les articles sont reconnus défectueux lors de la vérification, ils seront remplacés ou remis en état par le titulaire, à ses frais.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS. A l'issue des opérations de vérification, La Rochelle Université prendra une décision d'admission (**sous réserve des vices cachés**), d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Toutes les réclamations sont signifiées au titulaire par courrier, par télécopie ou par courriel dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de mise en service des équipements.

Par dérogation aux articles 27.3 et 28 à 30 du CCAG-FCS, ces opérations sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

L'admission définitive, suite à la vérification de service régulier et à la totalité de la prestation prévue dans l'accord-cadre ou le bon de commande, fait l'objet d'un procès-verbal adressé au titulaire du marché.

5. 2. Délai de garantie

Sur la garantie :

Pour le lot 1 et 2 :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 5 ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. La charge de la preuve de la défectuosité imputable à l'acheteur est au titulaire.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Pour le lot 3 :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG Fournitures courantes et services, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 2 ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. La charge de la preuve de la défectuosité imputable à l'acheteur est au titulaire.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Sur la garantie contre les vices cachés :**Pour l'ensemble des lots :**

Les articles 1641 à 1649 du Code civil sont applicables au présent marché. A ce titre, le titulaire est tenu de la garantie à raison des défauts cachés par la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

Le pouvoir adjudicateur peut intenter une action résultant des vices cachés dans un délai de 2 ans à compter de la découverte du vice.

6. Clauses diverses

6. 1. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité

Protection des données à caractère personnel :

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services, Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Mesures de sécurité :

L'ensemble des prestations fournies par les titulaires doivent impérativement respecter les dispositions législatives et/ou réglementaires en matière de sécurité et d'établissement recevant du public (ERP). Notamment :

- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;

Important : même après l'admission des prestations, toute découverte d'un non-respect des dispositions législatives et/ou réglementaires en matière de sécurité des biens livrés par l'un des titulaires, est constitutif d'une faute, La Rochelle Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités à ce titre.

7. Défaillance dans l'exécution

7. 1. Pénalités et primes

Pénalités applicables à l'ensemble de lots :

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, La Rochelle université se réserve le droit d'appliquer des pénalités à hauteur de 100€ HT par jour de retard.

Pénalité pour erreur de livraison

En cas d'erreur dans les livraisons par le titulaire, La Rochelle Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités à hauteur de 100€ HT par erreur dans une même livraison.

Pénalité pour retard ou erreur de facturation

Si le titulaire émet ses factures en retard ou transmet des factures erronées de façon répétée, La Rochelle Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités à hauteur de 50€ HT par erreur et/ou par jour de retard.

Pénalité pour non-respect des normes de sécurité

Après l'admission des biens, en cas de découverte d'un bien ne respectant pas les normes de sécurité applicables, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité de 200€ HT. Le pouvoir adjudicateur pourra également imposer au titulaire à ses frais, la reprise du ou des biens et leur(s) remplacement(s) par un ou des biens répondant au besoin et aux normes de sécurité en vigueur.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, notamment en cas de dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du lot ou des lots dont il est l'attributaire.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail et Code pénal en matière de travail dissimulé.

Pénalités applicables exclusivement au lot 2 :

Pénalité pour non réponse à une mise en concurrence

Le titulaire de l'accord-cadre qui ne propose pas une offre ou ne propose pas d'offre dans les délais de mise en concurrence d'un marché subséquent, peut se voir infliger une pénalité de 200€ HT.

Pénalité pour non réponse à 3 mises en concurrence

Le titulaire qui ne répond pas à 3 mises en concurrence peut se voir infliger une pénalité de 1 000€ HT et ouvre droit à une résiliation pour faute du titulaire à ses torts exclusifs et à ses frais. Cette pénalité peut se cumuler avec les pénalités pour non réponse à une mise en concurrence.

Déroptions ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

7. 2. Mesures coercitives

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

7. 3. Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Résiliation clause butoir :

Comme prévu à l'article 3.1.3 du présent CCAP relatif à la clause butoir, en cas de désaccord irréductible sur la révision des tarifs, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou sa participation à l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Cette décision de résiliation devra être précédée d'une mise en demeure au titulaire lui offrant la possibilité d'accepter un accord.

Résiliation spécifique au lot 2 :

Résiliation pour faute

La non réponse d'un titulaire à 3 mises en concurrence pendant la durée de l'accord-cadre est constitutive d'une faute de nature à ouvrir le droit à La Rochelle Université de résilier la participation du titulaire à l'accord-cadre pour faute du titulaire à ses torts exclusifs et n'ouvrant aucun droit à indemnités pour le titulaire fautif.

LRU peut alors résilier sans mise en demeure préalable et demander des indemnités au titre du préjudice qu'elle subit du fait de cette résiliation. Une telle résiliation aura pour conséquence de réduire le nombre de titulaire au nombre de 2, et par conséquent La Rochelle Université subira une perte de chance de conclure un marché subséquent plus avantageux du fait de la réduction de la concurrence au sein de son accord-cadre.

En réparation de ce préjudice, La Rochelle Université se réserve le droit de demander au titulaire exclu de l'accord-cadre une indemnité de 5 000€ HT au titulaire fautif.

Dans l'hypothèse où il n'y aurait plus que deux titulaires au sein de l'accord-cadre, si l'un des deux ne répond pas également à 3 mises en concurrence pendant le restant de l'accord-cadre, Ce comportement sera également constitutif d'une faute. Cette faute est de nature à ouvrir le droit à La Rochelle Université de résilier la participation du titulaire à l'accord-cadre pour faute du titulaire à ses torts exclusifs et n'ouvrant aucun droit à indemnités pour le titulaire fautif.

La Rochelle Université peut alors résilier sans mise en demeure préalable et demander des indemnités au titre du préjudice qu'elle subit du fait de cette résiliation. Une telle résiliation aura pour effet de rendre caduc l'accord-cadre du lot 2, du fait de la perte de son caractère multi-attributaires. La Rochelle université ne pourra donc plus faire appel à ses titulaires dans le cadre des marchés subséquents. La Rochelle Université sera dans l'obligation de passer un nouvel accord-cadre.

En réparation de ce préjudice, La Rochelle Université se réserve le droit de demander en réparation de ce préjudice une indemnité de 5 000€ HT au titulaire fautif.

En cas de caducité de l'accord-cadre multi-attributaire de fourniture à marché subséquent, consécutif aux comportements fautifs de deux de ses titulaires ayant entrainer leur exclusion de l'accord-cadre, le dernier titulaire n'étant pas responsable de cette résiliation, au même titre que La Rochelle Université, est en droit de demander réparation du préjudice subit.

La Rochelle Université est exonérée de toute responsabilité en ce cas de caducité de l'accord-cadre du fait du comportement fautif de certains titulaires.

Le titulaire non fautif est invité à rechercher la responsabilité des titulaires fautifs pour l'indemnisation de son préjudice.

Important : toute offre jugée irrégulière, inacceptable ou inappropriée au sens des articles L.2152-1 à L.2152-4 du Code de la commande publique, sera jugée comme une non réponse à une mise en concurrence.

7. 4. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de POITIERS

Tél. : 05.49.60.79.19

Email : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Tél. : 05 54 68 99 56

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Voies et délais de recours :

- Référé précontractuel (article L.551-1 du CJA) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat.
- Référé contractuel (article L.551-13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.
- Recours en excès de pouvoir (article R.421-1 et suivants du CJA) dans les deux mois suivants la notification ou la publication de la décision attaquée. Un délai supplémentaire peut être accorder pour les personnes domiciliées à l'étranger ou en dehors de la France

métropolitaine, voir conditions à l'article R.421-7 du CJA. Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé.

- Tout concurrent évincé à la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de plein contentieux contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ces clauses qui en sont divisibles, assorti le cas échéant, de demandes indemnitaires dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées, notamment de la publication de l'avis d'attribution.
- Référé suspension (article L.521-1 du CJA) sous condition d'urgence, peut accompagner les recours au fond.

Conformément aux articles R.2185-1 et R.2185-2 du CPP, le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés des motifs.

8. Dérogations au CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots :

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé aux articles 27 à 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services

Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de montage :

Il est dérogé à l'article 10.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Lot 2 : Étude de faisabilité, conception d'espaces pédagogiques et de détente avec fourniture de mobiliers et services d'installation :

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

.



**D'ici
on voit
+ loin !**

La Rochelle Université

Service Achats-Marchés
23 avenue Albert Einstein
BP 33060
17031 La Rochelle



univ-larochelle.fr